

PRÉFÈTE DE LA RÉGION PICARDIE

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement*

Service Nature, Eau et Paysage

Bureau de la Politique de la Nature, des Sites et des Paysages

Affaire suivie par : Bernadette TRIBOLET

bernadette.tribolet@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 03 22 82 25 16 – Fax : 03 22 91 73 77

Courriel : secretariat.csrpn-picardie@developpement-durable.gouv.fr

CSRPN de Picardie

Compte-rendu de la séance du 11 décembre 2015

Membres du CSRPN présents : Déborah Closset-Kopp, Xavier Commecy, Guillaume Decocq, François Duchaussois, Rémi François, Laurent Gavory, Guénaël Hallart, Jean-Christophe Hauguel, Jérémy Lebrun, Sébastien Maillier, Franck Spinelli, Vincent Vignon.

Membres du CSRPN excusés : Vincent Bawedin, Aryendra Pawar
Francis Meunier (procuration à Jérémy Lebrun), Aryendra Pawar.

Etat, DREAL Picardie : Enrique Portola, Mathieu Willmes, Bernadette Tribolet.

Conseil régional de Picardie : Excusés.

Invités : . Christophe GALET, Syndicat mixte des marais de Sacy.
Sandrine Milano, Sarah Colas, Raphaël Allaguiillaume , Office National des Forêts

Le quorum est atteint.

1) Ordre du jour

Etat - (2)

- avis du CSRPN sur le site RAMSAR, marais de Sacy dans l'Oise
- avis du CSRPN sur le DOCOB du massif de Saint-Gobain dans l'Aisne.
- Points divers

Compte rendu de la séance du CSRPN du 6 novembre 2015

Le compte rendu de la réunion du 6 novembre est adopté.

I - Site RAMSAR, labellisation des marais des Sacy

Présentation par Christophe GALET, Syndicat mixte des marais de Sacy.

Discussion :

Xavier Commecy : rappel de l'absence de contrainte réglementaire lié au label RAMSAR. Un label peut-il être retiré ?

Christophe Galet : la fiche descriptive RAMSAR (FDR) doit être revue régulièrement [*tous les 6 ans au moins*].

Guénaël Hallart : le Campagnol amphibie (*Arvicola sapidus*) est présent sur le site. C'est une espèce menacée au niveau mondial [*liste rouge UICN mondiale : classé vulnérable*]. Elle est

à rajouter dans la FDR.

Jérémy Lebrun : dans la liste des papillons de nuit présentes sur le site, il manque 2 espèces d'intérêt européen, qui pourraient utilement remplacer 2 espèces d'intérêt moindre.

Jérémy Lebrun : dans le cadre du label RAMSAR, est-il possible d'agir sur des zones extérieures au site (notamment partie sud entre Labruyère et Verderonne, zones de prairies sur sable pouvant être complémentaires à la zone humide même si elles ne présentent pas un intérêt patrimonial exceptionnel) ?

Christophe Galet : dans le cadre du comité technique, la définition du périmètre du site s'est cantonnée aux habitats humides, avec notamment l'inclusion des landes humides situées plus en hauteur.

Jérémy Lebrun : cela peut permettre de rappeler qu'il existe des zones tampons intéressantes, notamment entre Rozoy et Verderonne, qui ne sont jamais prises en compte (Natura 2000,...), en particulier des prairies à *Saxifraga granulata*, même appauvries, très menacées par du pâturage équin

Rémi François : c'est en effet important à signaler, même si c'est bien quand il y a encore de la prairie et du pâturage, on peut aussi faire le lien avec les amphibiens en termes de fonctionnalité. Dans ces prairies il y a quelques petites mares utilisées par la Rainette verte *Hyla arborea*. Par ailleurs concernant la qualité de l'eau, si les prairies disparaissent, le caractère oligotrophe du sud du marais risque d'être menacé.

Christophe Galet : il y a la possibilité de travailler avec la Communauté de Communes du Liancourtois dans ce sens.

Franck Spinelli : la labellisation a ses limites mais a le mérite de mettre l'accent sur une zone plus large que le site Natura 2000. Le vrai enjeu sera la concertation locale, trouver notamment un consensus de gestion autour des habitats au sens phytosociologique et habitats d'espèces, qui puisse satisfaire tous les partis. Débat sur priorités de conservation. Comment se passe la gestion concertée localement ? Les différents propriétaires sont-ils prêts à s'ouvrir à une gestion plus concertée ?

Christophe Galet : les propriétaires sollicitent le Syndicat mixte des marais de Sacy pour des questions de gestion de l'eau. Le Syndicat ne prend pas parti mais met en place des outils partagés (échelles limnimétriques...) qui permettent d'objectiver des ressentis. Sur partie Est, un propriétaire voulait refaire des fossés en pensant qu'il était plus haut que la Frette alors que ce n'est pas le cas et les actions auraient été contre-productives. Au lieu de cela un système de batardeaux temporaires avec le Syndicat avec un résultat satisfaisant pour toutes les parties. Un dialogue s'est établi avec la plupart des propriétaires du marais, même si tous les problèmes ne sont pas réglés (ex, remblaiement de chemins d'accès aux huttes, problèmes de communication avec les chasseurs de grand gibier qui veulent un marais sec). Le Syndicat Mixte constitue la première porte d'entrée des propriétaires pour leurs différents projets, même s'il n'a pas de rôle réglementaire et s'il n'y a pas de consultation obligatoire.

Laurent Gavory : par rapport au critère 2, quelles sont les espèces à enjeu en dehors de celles justifiant la désignation seront-elles prises en compte dans l'évaluation du site ? Si c'est le cas il faut que l'état des lieux soit assez précis en particulier les effectifs des populations.

CG : les espèces et habitats retenus sont aussi d'intérêt communautaire, donc l'évaluation de l'état de conservation est réalisé. Natura 2000 est un bon outil pour cela et permettra d'avoir ces éléments-là.

Xavier Commecy : la synergie avec Natura 2000 est importante.

Laurent Gavory : si l'on veut évaluer, importance de l'état de référence. Le site n'étant pas en ZPS il n'y aura rien sur les oiseaux dans le cadre d'une évaluation.

Rémi François : L'historique du site a été très compliqué avec un projet de RN dans les années 80, une levée de boucliers violente, aussi au moment de la désignation Natura 2000. Aujourd'hui, dans un contexte très cynégétique et agricole, il y a un projet Ramsar, le chemin parcouru est exemplaire. C'est bien que la Picardie monte en puissance sur Ramsar avec le projet en vallée de la Somme. L'évolution socio-culturelle est extrêmement positive. Mais le label ne résoudra pas tout. Par exemple sur le littoral cela n'a pas empêché la disparition de 25 à 50 % des prairies humides, et la dégradation d'une bonne partie des marais tourbeux alcalins. Mais cela crée des dynamiques locales d'appropriation comme sur le marais de Sacy. Ce projet sur est très positif dans le contexte de l'Oise, avec une adhésion massive des chasseurs locaux et de la fédération des chasseurs. Quelques remarques sur le document : petite tendance à surpondérer les enjeux du marais de Sacy par rapport à l'ensemble des marais tourbeux du nord de la France. Les marais de Sacy ne sont pas forcément « uniques », si l'on considère certains secteurs des marais arrière-littoraux ou de la vallée de la Somme (même si les cladiaies sont uniques). A relativiser un petit peu. Enfin, la route qui fait le tour ouest du marais présente une grosse mortalité routière, notamment pour le Crapaud commun mais aussi peut-

être pour les tritons, il serait intéressant de mettre en place des dispositifs spécifiques. Cela vaut le coup de le signaler dans le document, surtout si des actions sont prévues.

Christophe Galet : il y a en effet une réflexion en cours à ce sujet avec la Communauté de communes du Liancourtois.

Jérémy Lebrun : certains enjeux pourraient être plus mis en avant. Sur l'aspect habitats, un groupement a été décrit par De Foucault, Wattez et Bournerias, ce sont les prairies à *Carex mairei*, décrites du site et peu connues ailleurs. Et sur la Dolomède, une publication de 2012 (Boris Leroy et universitaires de la fac de Rennes) a modélisé l'aire de répartition de l'espèce dans toute l'Europe au regard des changements climatiques et montre que les populations de la moitié sud de la France sont susceptibles de disparaître. À l'horizon 2080, les populations des marais de Sacy font partie des populations qui se maintiennent.

Rémi François : les marais tourbeux sont spécialement sensibles aux effets du changement climatique. La maîtrise de l'eau est cruciale, car en cas de successions de sécheresses type 1976, on va perdre toute la tourbe en surface si la nappe baisse de 50 cm.

Christophe Galet : l'année 2015 a été relativement sèche, sèche, on voit l'effet sur le niveau de la nappe de la craie, qui a du mal à se recharger.

Rémi François : sur l'aspect historique, il est bon de rappeler que la tourbière faisait 2000 ha il y a 2000 ans (« *longua aqua* »), réduite de moitié aujourd'hui.

Jérémy Lebrun : avez-vous un contact avec autres collectivités / communes sur les « 1000 ha perdus », notamment du côté de Houdancourt, où il existe des systèmes un peu équivalents mais dégradés ?

Christophe Galet : dans ces secteurs on a affaire à de petits syndicats de rivière avec des objectifs très différents, en particulier la Contentieuse qui doit couler toute l'année selon eux, ce qui n'est pas le cas sinon il existe un drainage important du marais. Les échanges sont à développer, aussi avec les propriétaires privés (bois / étang de Villette par exemple).

Jean-Christophe Hauguel : dans l'avis, il est important que le CSRPN reconnaisse le rôle exemplaire de la concertation locale qui a été menée. Dans le contexte actuel il est bien que la communauté scientifique appuie de type de collaboration.

Conclusion :

Xavier Commecy : la labellisation est justifiée sur son intérêt écologique, échelle fonctionnelle étendue, concertation exemplaire.

Laurent Gavory : cela s'appuie essentiellement sur la démarche Natura 2000, le label n'apporte finalement pas grand-chose.

Jean-Christophe Hauguel : c'est une forme de communication

Laurent Gavory : on ne peut pas comparer RAMSAR à une réserve naturelle. Au moins Natura 2000 permet de s'appuyer sur un support technique, bénéficier d'aides et d'intervenir sur des surfaces. Le label, c'est de la communication.

Jean-Christophe Hauguel : la communication a permis de faire avancer les esprits.

Franck Spinelli : elle a l'avantage d'ouvrir le débat.

Rémi François : il faut être positif. En termes de communication, la dynamique partenariale engagée sur les marais est exemplaire et pas si fréquente.

Jean-Christophe Hauguel : c'est un travail monumental qui a été effectué, pas forcément reproductible de la même manière sur les autres sites de Picardie.

Rémi François : c'est une reconnaissance du travail effectué sur le marais.

Xavier Commecy : dans l'avis on n'a pas à se prononcer sur la qualité du label.

En conclusion, le CSRPN émet unanimement un avis favorable à la labellisation RAMSAR des marais de Sacy.

II - DOCOB du massif de Saint-Gobain dans l'Aisne

Présentation par : Sandrine Milano, Sarah Colas, Raphaël Allaguillaume (ONF)

Synthèse des discussions :

Rémi François : Concernant les enjeux gros/vieux bois, des objectifs sont fixés en futaie régulière (20%) et irrégulière (50%). Est-ce que futaie régulière + irrégulière correspond à 100 % de la forêt domaniale ?

Sandrine Milano : oui pour la forêt domaniale, il n'y a plus de gestion en taillis sous futaie. Ce n'est peut-être pas le cas en forêt privée.

Rémi François : les enjeux sont essentiellement en forêt domaniale, et ce n'est pas les propriétaires privés qui se ruent sur la thématique vieux bois. Si l'on veut atteindre les objectifs de conservation, les actions à mener seront surtout sur la forêt domaniale.

Sandrine Milano rappelle la proportion de surface selon le type de gestion en forêt domaniale : 6200 ha en futaie régulière et 1700 ha en futaie irrégulière.

Sarah Colas : pour rappel, il y a quand même presque 1/3 de la ZPS en propriété privée, avec aussi des enjeux.

Rémi François : le jeu partenarial fait que ce sera sans doute plus difficile de mettre des choses en place en forêt privée. En particulier les enjeux sur les systèmes prairiaux en lien avec la Pie-grièche écorcheur sont essentiellement sur des propriétés privées. Il y a eu un rajeunissement massif du massif depuis 1999, contraire aux objectifs de conservation des espèces liées aux vieux bois. Il manque dans le document l'évolution des peuplements entre 1999 et aujourd'hui. Les objectifs affichés tendent à retrouver les niveaux de vieux bois de 1999.

Sandrine Milano : une description des peuplements va être réalisée en 2016 en prévision du nouvel aménagement forestier.

Rémi François : c'est un problème pour le phasage DOCOB / document d'aménagement. De même des inventaires chiroptères effectués en 2015 ne sont pas intégrés dans le DOCOB.

Sarah Colas : cela peut être un élément important de l'animation sur le site. Il manque des données d'état actuel.

Franck Spinelli : pour les chiroptères, l'enjeu est essentiellement forestier. Dans le DOCOB, l'approche est surtout limitée aux sites hypogés ou au bâti. Cela est déterminant et bien pris en compte mais il y a un enjeu encore plus fort sur les espèces forestières compte tenu de la nature des habitats naturels. Pour rappel, le travail réalisé par Ecothème date de 15 ans avec les moyens techniques limités de l'époque et ne peut prétendre à donner une vision exhaustive et suffisante des enjeux. Il manque dans le document des objectifs chiroptères sur les peuplements forestiers et une analyse spécifique en ce sens.

Sandrine Milano : on a cherché à intégrer les données de l'étude réalisée en 2015 par le réseau mammifères de l'ONF mais ces données ne sont pas encore exploitées. Cette étude à l'échelle de tout le massif (points d'écoute de 10 min) a pour but d'identifier les secteurs à enjeu et permettra de localiser les secteurs favorables pour l'implantation d'îlots.

Jérémy Lebrun : sans attendre les compléments de terrain, l'évaluation des enjeux sur le Petit rhinolophe et le Murin de Bechstein est étonnante : l'état de conservation de ce dernier est jugé plus dégradé que celui du Petit rhinolophe alors qu'une priorité modérée lui est attribuée contre une priorité forte au Petit rhinolophe. Avec les données du DOCOB, le Murin de Bechstein peut être remonté d'un niveau.

Sébastien Maillier : il est important de mettre le Bechstein en enjeu fort.

Guillaume Decocq : quelle est la définition d'une futaie irrégulière dans le document (il est fait mention de gestion par bouquets, parquets...)?

Sandrine Milano : il s'agit de gestion par pied d'arbre, bouquet ou parquet (sur quelques ares).

Guillaume Decocq : quelle est la part de futaie traitée par pied, bouquet, parquet dans le chiffre global annoncé en futaie irrégulière ? Par ailleurs la gestion par parquet est de la futaie régulière « masquée ». Quelle est la surface de vraie futaie irrégulière ? Par ailleurs dans la présentation la majeure partie du temps a été passée à présenter les aspects économiques de la forêt, reléguant les enjeux écologiques à l'arrière-plan. La gestion dans le cadre de Natura 2000 doit découler des enjeux écologiques.

Sarah Colas : l'ordre de présentation a été choisi pour présenter ce qui est commun aux 2 sites (ZSC et ZPS), soit le diagnostic socio-économique. La gestion du temps n'a pas été optimale dans la présentation.

Jérémy Lebrun : le diagnostic écologique habitats date de 2001. L'évaluation de l'état de conservation a été réalisée à partir de placettes réparties dans de grandes entités, sans description à l'échelle des habitats élémentaires. Le critère flore de la strate herbacée a été pris en compte, ce qui est une très bonne chose, mais à l'inverse ce manque d'évaluation à l'échelle des habitats élémentaires est une vraie lacune, cela biaise l'évaluation des enjeux derrière.

Guillaume Decocq : il y a 2 lacunes sur les enjeux du site. Il n'y a rien sur les champignons, alors que le massif de Saint-Gobain a été particulièrement exploré par les mycologues.

Sarah Colas : le DOCOB s'intéresse uniquement aux espèces d'intérêt communautaire.

Laurent Gavory : pourquoi s'intéresser dans ce cas à des espèces telles que l'Epervier d'Europe ?

Mathieu Willmes : ce sont des espèces (Epervier, Autour des palombes) qui figurent sur l'arrêté ministériel de désignation de la ZPS. À l'époque (2006), elles faisaient partie des espèces non

Annexe I pouvant justifier la désignation de ZPS. Depuis le MNHN a fait machine arrière. Le DOCOB les prend en compte au titre de l'arrêté mais elles sont bien considérées comme d'enjeu non prioritaire.

Sandrine Milano : concernant la fonge, s'il existe des éléments de synthèse, ils peuvent être intégrés mais on touche là une limite du DOCOB qui s'intéresse uniquement aux enjeux des directives.

Guillaume Decocq : contacter Régis Courtecuisse sur cet aspect-là. Une autre lacune du document est qu'il n'y a aucune considération de l'histoire du massif, qui explique la présence du patrimoine naturel actuel. Les aspects historiques ne concernent que le statut de propriété et les monuments bâtis. Par ailleurs il existe une couverture Lidar du massif, qui n'a pas été utilisée.

Sarah Colas : cette couverture est toute récente et n'était pas disponible pour la rédaction du document.

Jean-Christophe Hauguel : le diagnostic datant de 1999 pose un gros problème, car depuis il y a eu une décapitalisation massive du massif, aussi dans la ZSC. Les objectifs se basent sur un état antérieur à cette phase de décapitalisation.

Rémi François : le document risque donc d'être largement inopérant en particulier sur les enjeux vieux bois.

Laurent Gavory : pour les objectifs (pics notamment) il faut raisonner en surfaces et non en pourcentages. Par ailleurs il est étonnant que l'ONF ne dispose pas de ce qui a été sorti par parcelle dans la période 1999/215.

Sarah Colas : les cartes d'habitat potentiel reflètent ce travail de prise en compte de la gestion effectuée depuis 1999. Si le diagnostic n'est en effet pas optimal, cela remet-il totalement en cause les objectifs affichés ?

Vincent Vignon : pour rebondir sur les propos de Guillaume Decocq, il faut en effet bien considérer l'histoire des habitats. Je suis étonné qu'aucune espèce de Coléoptère saproxylique patrimoniale n'ait été trouvée. Y a-t-il eu des inventaires, sachant qu'il y a une cellule très compétente à l'ONF sur ce sujet.

Sandrine Milano : oui, c'est Frédéric Arnaboldi qui a fait les inventaires sur la ZSC (qui ne couvre pas tout le massif), en particulier Lucane Cerf-volant et Grand capricorne.

Rémi François : pour répondre à la question de Sarah Colas le décalage temporel par rapport au diagnostic est tel que l'on rate une grande partie des enjeux, l'échelle de la ZPS pour les enjeux oiseaux et de la ZSC pour les enjeux Chiroptères.. La question de refaire un diagnostic actualisé se pose de façon forte.

Franck Spinelli : il y a 2 procédures en parallèle que sont le plan d'aménagement forestier et le DOCOB. Pourquoi pas valider le DOCOB et exiger d'avoir connaissance de l'évaluation des incidences du plan d'aménagement réalisé dans les 2 ans, qui sera un bon outil pour l'appréhension du prochain plan d'aménagement. Pendant cette phase-là il peut y avoir un certain nombre de mises à jour. C'est aussi un des manques du DOCOB : quel est le niveau de compatibilité du plan d'aménagement forestier avec les objectifs du DOCOB ? Pas d'analyse fine pour le cas du massif de Saint-Gobain.

Laurent Gavory : il y a quand même des éléments, par exemple sur la fiche du Pic mar.

Sandrine Milano : la cartographie des habitats pour les pics a été actualisée avec les agents. Des parcelles avaient été oubliées, a contrario des parcelles exploitées ont été retirées de la cartographie.

Rémi François : peut-être peut-on scinder ZSC/ZPS ? Il y a peut-être eu moins d'évolution à l'échelle de la ZSC ? Pour la ZPS il faut absolument une actualisation des données pour avoir un bon DOCOB.

Laurent Gavory : les objectifs proposés permettent-ils de garantir le maintien des populations de pics ?

Sandrine Milano : la clé d'entrée est la grille des classes d'âge et le rééquilibrage gros bois/ très gros bois.

Jean-Christophe Hauguel : en ZSC, les objectifs sont corrects pour partie (bétulaies à sphaignes, ...) mais il est difficile de se forger une opinion sur les habitats de hêtraies, car les habitats élémentaires n'ont pas été déclinés et donc non évalués. Sur la partie haute notamment, beaucoup d'habitats sont dégradés (phase de repeuplement, régénération avec peu de gros bois, beaucoup de ronces,...) et il n'y a pas de réponses dans le DOCOB. Le décalage temporel cartographie des habitats en 2001 et évaluation Carnino beaucoup plus tard pose problème pour donner un avis sur la pertinence des objectifs affichés.

Guillaume Decocq : les espèces invasives citées sont-elles celles répertoriées dans le massif,

Sandrine Milano : non, il s'agit des espèces figurant en annexe au cadrage régional de la charte Natura 2000. les espèces répertoriées sur le massif sont la Renouée du japon et le Raton-

laveur.

Jean-Christophe Hauguel : la majorité des sources pétrifiantes, qui sont en bon état de conservation, sont en dehors du périmètre. La question d'une modification du périmètre se pose. On peut travailler là-dessus à moyen terme. C'est en tout cas à faire figurer dans les objectifs du DOCOB.

Sébastien Maillier : Y a-t-il une cartographie des îlots de sénescence envisagés ?

Sandrine Milano : non. L'objectif est exprimé en termes de surface, mais non localisé. Dans l'étude Chiroptères, il y aura une localisation des îlots et des corridors.

Sarah Colas : dans le DOCOB il y a quand même des éléments pour le choix des îlots (surfaces, types de peuplement,...).

Jérémy Lebrun : dans le tableau récapitulatif des enjeux, il est fait mention que la circulation d'engins à fort tonnage est à éviter. Est-ce précisé dans les cahiers des charges des contrats ? Peut-on mettre une fourchette de chiffres ?

Sarah Colas : la réflexion a été menée, mais c'est difficile à évaluer. Par ailleurs l'ONF ne peut pas imposer ce type de contrainte à un exploitant.

Guenaël Hallart : on peut évaluer une pression au sol à ne pas dépasser, charge à l'exploitant d'adapter le matériel à cette contrainte.

Mathieu Willmes : le DOCOB ne peut pas imposer cette contrainte dans le cas de la gestion forestière courante, par contre il est tout à fait possible de l'imposer pour les travaux réalisés dans le cadre de contrats Natura 2000.

Rémi François : il y a un paragraphe bienvenu sur les amphibiens mais pas de cartographie des enjeux, notamment Triton crêté. Préciser les choses, même si c'est en dehors de la ZSC. S'il y a des compléments de diagnostic de réalisés, cela peut être un point à développer, ainsi peut-être que l'enjeu Poissons (présence de Chabot dans les rus?). Au moins intégrer les données existantes.

Jean-Christophe Hauguel : l'objectif sur la conservation des lisières et layons est fort bienvenu. Par contre une station de Prêle des bois identifiée est aujourd'hui sous une place de bois.

Sarah Colas : elle avait été signalée à l'exploitant, qui n'a pas respecté la consigne.

Jérémy Lebrun : l'Orme lisse, espèce protégée et caractéristique d'un habitat prioritaire, est aussi à cartographier.

Rémi François : d'autant plus que la forêt de Coucy abrite les plus grosses populations régionales. Il y a un enjeu dans les zones humides sur argile où il est dispersé dans le peuplement, et le long des rus.

Laurent Gavory : pour le prochain aménagement, un nouvel état des lieux des peuplements va être réalisé. Quel sera le niveau de fiabilité ?

Sarah Colas : la couverture Lidar couplée à un échantillonnage statistique permettra d'avoir des données fiables.

Jean-Christophe Hauguel signale l'absence de bibliographie dans le DOCOB.

Conclusion :

Xavier Commecy : beaucoup d'insuffisances ont été relevées dans le DOCOB. Peut-il être validé en l'état ?

Franck Spinelli : cela vaut le coup d'être validé, éventuellement dans quelques mois après intégration d'un certain nombre de compléments et d'afficher clairement les choses à faire en matière d'animation, avec l'avantage de pouvoir anticiper sur le prochain plan d'aménagement.

Jean-Christophe Hauguel : il faut être cohérent avec les décisions prises précédemment sur d'autres DOCOB. On ne peut pas valider un document présentant autant de lacunes, qui ont été reprochés à d'autres opérateurs de DOCOB. Il faut répondre aux questions : le diagnostic a-t-il été bien posé ? Est-ce que les objectifs sont bons, cohérents, pertinents ? Est-ce que les actions proposées permettront d'atteindre les objectifs ? Par ailleurs, le CSRPN n'a pas à « valider » le document, mais bien de donner un avis consultatif.

Mathieu Willmes : c'est bien le COPIL du site qui a le rôle de validation du DOCOB. L'avis du CSRPN doit permettre d'éclairer le COPIL sur la qualité scientifique du document.

Guenaël Hallart : quelle est l'implication d'une non validation du DOCOB ?

Mathieu Willmes : en l'absence de DOCOB, il n'y aura pas de prise en compte systématique de s enjeux dans l'élaboration du plan d'aménagement, et pas de mise en œuvre possible à court terme d'actions propres à Natura 2000 (contrats, charte). Néanmoins, l'obligation d'élaborer un DOCOB sur le site reste évidemment valable.

Il est proposé un avis négatif sur le DOCOB avec le souhait de voir le DOCOB représenté au CSRPN dans les 2 ans, soit avant la validation du document d'aménagement du massif, avec

un diagnostic actualisé (à l'échelle des habitats élémentaires pour la ZSC) et des objectifs quantifiés et spatialisés.

En conclusion, le CSRPN émet un avis négatif sur le document d'objectifs de la ZPS «Forêts picardes : massif forestier de Saint-Gobain» et ZSC «Massif forestier de Saint-Gobain».

III - Point divers :

Inventaire régional du patrimoine géologique :

François Duchaussois informe le CSRPN que l'inventaire régional du patrimoine géologique de Picardie a été validé par la MNHN le 23 novembre 2015. Étaient présents, Mathieu Willmes, Pierre Dron et François Duchaussois. Ils ont été félicités pour leurs travaux. Ce document représente le travail réalisé de 2007 à 2014.

Mathieu Willmes indique que les fiches descriptives de l'inventaire régional sont consultables via la base communale.

Présentation du projet PEGASE

Guillaume Decocq, membre du CSRPN, présente le projet « Percolation Et Graphes Aléatoires pour les Systèmes Ecologiques » (PEGASE) proposé par l'UPJV (G. Decocq, unité de recherche EDYSAN) pour la mise en œuvre de la modélisation des connexions écologiques interforestières pour la flore et la faune de nos régions, recherches menées conjointement par l'unité de recherche EDYSAN et le laboratoire de Mathématiques d'Amiens (LAMFA) ; (Voir document de présentation en annexe).

Considérant que les recherches appliquées sur la méthodologie d'identification et de caractérisation des connexions écologiques sont indispensables en France et en Europe étant donné la complexité de ces phénomènes, le CSRPN soutient ce projet en raison des utilisations et intérêts possibles qu'il peut présenter pour les dossiers que le CSRPN a et aura à traiter sur la thématique générale de la trame verte et bleue et des connexions écologiques.

L'ordre du jour est épuisé, la séance est levée.